

Depuis les années 90, le dénigrement des agents publics est à la mode et revient régulièrement dans le discours politique en fonction des besoins du moment... S'en prendre aux agents publics, fonctionnaires comme contractuels, est un sport national : ils sont trop nombreux alors que 60000 postes sont actuellement vacants et, surtout, ils coûtent soi-disant trop chers aux contribuables...

Le gouvernement en place a besoin d'argent pour équilibrer son budget 2025 ! Quoi de plus simple que de faire des économies sur le dos de celles et ceux qui sont au service quotidien de la population...



Pour cela, le Premier ministre et son gouvernement ciblent les congés maladie (3 jours de carence au lieu de 1 et 90% du traitement mensuel au lieu de 100% dès les 3 premiers mois d'arrêt). De son côté, le ministre de la Fonction Publique, qui semble détester les fonctionnaires, les stigmatise au lieu de les soutenir et s'attaque notamment à leur pouvoir d'achat en supprimant la GIPA, en gelant une fois de plus la valeur du point d'indice et en refusant toute négociation salariale...

Populo et démagogues !

Travailler tout en étant malade va donc devenir la nouvelle norme pour les agents publics s'ils ne veulent pas perdre d'argent à la fin du mois ! **L'UFAP UNSa Justice** rappelle que lorsque l'on sacrifie la santé des personnels, c'est la qualité du service public qui se dégrade... Les personnels pénitentiaires ne le savent que trop bien !

Le 5 décembre, avec l'UFAP UNSa Justice, je dis NON aux 3 jours de carence et à la baisse de la rémunération en cas de maladie !

Tirer à vue sur les agents publics évite les vrais sujets et enjeux : attractivité de la Fonction Publique, conditions de travail, métiers et missions confiées... Précariser les personnels en réduisant leur pouvoir d'achat est tellement plus simple !

Pour ma santé, pour mes acquis sociaux et mon pouvoir d'achat, je me mobilise le 5 décembre avec l'UFAP UNSa Justice !

Le Secrétaire Général,
Emmanuel CHAMBAUD